



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,  
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

**Office fédéral de l'environnement OFEV**  
Division Eaux

N° de référence :

N° de commande : XXXX  
N° de crédit : XXXX  
N° de contrat : XXXX  
Plafond des coûts : XXXX  
Durée : XXXX – XXXX

# Contrat

conclu entre

**la Confédération suisse,**

agissant par :

**l'Office fédéral de l'environnement, 3003 Berne**  
appelé ci-après « adjudicateur »

et

**Adjudicataire**

appelé ci-après « mandataire »

concernant

***Lot 1 : Évaluation externe de projets  
d'assainissement du point de vue de la libre  
migration du poisson selon l'art. 10 LFSP***

## 1. Contexte, description du projet et buts

### 1.1 Contexte

Les révisions de la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20) et de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201) axées sur la renaturation sont entrées en vigueur respectivement le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juin 2011. En vertu de l'art. 10 de la loi fédérale sur la pêche (LFSP, RS 923.0), les centrales hydroélectriques existantes qui entravent la libre migration du poisson prévue à l'art. 9 LFSP doivent être assainies par leurs détenteurs d'ici à fin 2030, quel que soit le statut de la concession.

La loi sur l'énergie (LEne, RS 730.0) prévoit que les coûts d'assainissement imputables sont entièrement remboursés aux détenteurs des centrales hydroélectriques. Pour ce qui est des nouvelles centrales ou des atteintes supplémentaires liées à l'agrandissement de centrales existantes, la compatibilité environnementale doit être garantie dans tous les domaines aux frais du détenteur.

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) part du principe qu'environ 1000 obstacles doivent encore être assainis dans toute la Suisse en vertu de l'art. 10 LFSP. Il évalue les projets d'assainissement à différents stades de la procédure (examen préliminaire, consultation au sens de l'art. 9c, al. 2, de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur la pêche [RS 923.01], demandes de garantie de remboursement et demandes de versement, évaluation des effets).

L'OFEV a besoin d'un soutien technique dans le cadre de l'évaluation de projets d'assainissement dans les domaines de la libre migration du poisson (lot 1) ainsi que des éclusées et du régime de charriage (lot 2). Les deux lots font l'objet d'un appel d'offres. L'OFEV (section Force hydraulique - assainissements) requiert un soutien technique de la part de bureaux spécialisés externes dans le cadre de l'évaluation de projets d'assainissement du point de vue de la libre migration du poisson.

### 1.2 Justificatif de la procédure (OMC, LMP, OMP)

Ce mandat a été attribué par le biais d'une procédure ouverte selon l'article 18 de la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics (LMP). L'adjudication a fait l'objet d'une publication sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (simap-n. 225526, DATUM, Vorhaben-ID NUMMER).

## 2. Mandat, description des prestations et délais

### 2.1 Contenu

Le présent contrat porte sur l'évaluation de mesures d'assainissement du point de vue de la libre migration du poisson à proximité de centrales hydroélectriques.

### 2.2 Prestation de base (évaluation de projets)

Les projets remis pour évaluation sont saisis par l'OFEV puis transmis au mandataire. L'OFEV évalue lui-même les projets complexes ou politiquement sensibles ainsi que les projets dans lesquels le mandataire est déjà impliqué ; celui-ci traite les autres projets. Le mandataire doit réaliser les tâches suivantes dans le délai fixé par l'OFEV (en général deux à trois semaines).

- Contrôle de l'exhaustivité des documents/informations remis (listes de contrôle)
- Si nécessaire, demande d'informations supplémentaires au canton, à la centrale ou aux responsables de projet
- Évaluation matérielle et/ou financière des projets, en fonction du type et du statut de ceux-ci. À cette fin, il convient de remplir des protocoles d'évaluation ; selon le type et le statut des projets, l'évaluation peut porter sur les points suivants :
  - conformité à la législation ;
  - transparence des analyses réalisées et des conclusions tirées ;
  - proportionnalité des mesures ;
  - imputabilité des coûts ;
  - exactitude des factures ;
  - viabilité économique ;
  - évaluation des effets ;
  - appréciation générale, examen critique, propositions d'amélioration.

- Rédaction de projets de prise de position et de décision ou d'expertises (allemand, français)

Une fois l'évaluation terminée, les documents liés au projet ainsi que les protocoles complétés et les projets de prise de position et de décision sont renvoyés à l'OFEV (section Force hydraulique - assainissements). L'office rédige la prise de position définitive et archive les dossiers du projet.

### 2.3 Autres tâches

Le mandataire soutient l'OFEV dans le cadre de l'établissement ou de la révision des instruments d'aide à l'exécution liés au domaine et, le cas échéant, participe à des entretiens menés avec les cantons ainsi qu'à des séances internes à l'OFEV.

### 2.4 Ampleur

Le volume des dossiers soumis n'étant que difficilement planifiable, l'OFEV ne peut garantir l'acquisition de la totalité des prestations de soutien faisant l'objet du marché.

## 3. Organisation

### 3.1 Interlocuteur auprès du mandataire et personnel mis à disposition

Nom, prénom, fonction (numéro de téléphone, adresse électronique)

### 3.2 Interlocuteur auprès de l'OFEV

Nom, prénom, fonction (numéro de téléphone, adresse électronique)

### 3.3 Comptes rendus (rapports intermédiaires et finaux)

Spécifique aux projets (livraison des projets de prises de position)

### 3.4 Le mandataire déclare avoir de l'expérience dans le domaine faisant l'objet du présent contrat ; il s'engage donc en sa qualité de spécialiste à fournir un travail précis, soigné et complet. Il connaît les prescriptions applicables et les respecte.

### 3.5 Il convient de mentionner l'OFEV ou le soutien apporté par l'OFEV dans tous les documents qui pourraient être publiés (y c. sur Internet) ainsi que dans le cadre des manifestations qui pourraient résulter du présent contrat comme suit : « sur mandat de l'OFEV » ou « avec le soutien de l'OFEV ». L'utilisation du logo nécessite l'approbation préalable de l'OFEV, laquelle doit être demandée au moins 14 jours avant l'impression ou la mise en ligne prévue.

### 3.6 Toute publication ou tout site Internet doit être accessible aux personnes handicapées. Les textes, les tableaux, les graphiques, les illustrations, les photos ainsi que la documentation audio et vidéo livrés doivent donc être conformes aux directives de la Confédération. Des informations à ce sujet sont disponibles sous : <https://www.edi.admin.ch> (d) / <https://www.dfi.admin.ch> (f) / <https://www.dfi.admin.ch> (i).

### 3.7 Les travaux seront réalisés par XXX (mandataire) en collaboration avec les sous-traitants XXX.

### 3.8 Le mandataire est soumis au secret de fonction en vertu de l'art. 52, al. 2, LEaux. Les informations que le mandataire reçoit dans le cadre de ce mandat doivent être traitées de manière confidentielle. En outre, elles ne peuvent être transmises à des tiers ni à des collaborateurs au sein de l'entreprise, sauf si le traitement du mandat le requiert. XXX doit en particulier se récuser des projets dans lesquels il est impliqué.

## 4. Financement

### 4.1 Le présent contrat ne peut coûter à l'OFEV au total plus de CHF XXX (plafond des coûts), y compris les frais accessoires, les frais généraux, les prestations sociales, la TVA (le cas échéant), etc. L'OFEV assure le financement de ces coûts par le biais du crédit XXX.

Pour les contrats portant sur plus d'un exercice comptable, l'aval des crédits annuels par les Chambres fédérales est réservé.

4.2 Le mandataire est indemnisé comme suit.

Le mandataire est indemnisé pour les prestations effectivement réalisées et prouvées à hauteur de maximum CHF XXX (plafond des coûts). Cette somme a été déterminée sur une estimation des montants selon l'offre du DATE.

Tarif déterminant par heure / jour CHF TARIF (CHF TARIF hors TVA)

Ces montants couvrent l'ensemble des coûts et des dépenses du mandataire, y compris les frais généraux, les assurances sociales, la TVA (le cas échéant), etc.

4.3 Assurances sociales et TVA (le cas échéant)

Le présent contrat n'entraîne aucune obligation pour l'OFEV en qualité d'employeur, ni en vertu de la législation sur l'AVS, ni en vertu du code des obligations. Il incombe au mandataire de déduire les assurances sociales et d'acquitter la TVA (le cas échéant), etc.

4.4 Facturation

Le mandataire établit une facture tous les trimestres ou à une autre fréquence définie avec l'adjudicateur. La dernière facture de l'année doit être remise au plus tard le 30 novembre.

Chaque facture est accompagnée d'un rapport renseignant sur l'avancement des travaux. Elle est due dès que le rapport a été approuvé par l'OFEV. Le paiement est effectué dans les 30 jours (CG).

L'approbation du rapport et l'acceptation matérielle de la facture se font par la personne définie par l'OFEV au ch. 3.2.

La facture est adressée à :

Office fédéral de l'environnement, c/o Centre de services en matière de finances DFF,  
3003 Berne.

La facture comporte les informations suivantes :

- A) N° de commande XXXX
- B) N° de crédit XXXX
- C) N° de contrat XXXX
- D) Introduire les nom et prénom de l'interlocuteur de l'OFEV

La facture est adressée à l'OFEV par voie électronique :

- [www.e-rechnung.admin.ch](http://www.e-rechnung.admin.ch), eBillAccountID Postfinance : 41100000125627459, ConextradeID : 41301000000179143
- Adresse électronique pour l'envoi de la facture au format PDF : [PDF-Rechnung@efv.admin.ch](mailto:PDF-Rechnung@efv.admin.ch)

5. Clause d'intégrité

Le mandataire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures permettant d'éviter la corruption et à s'abstenir en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou autre avantage. En cas de violation de cet engagement, le mandataire s'acquitte d'une peine conventionnelle auprès de l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction. Le mandataire prend note que toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication ainsi que la dénonciation anticipée du contrat, par l'adjudicateur, pour justes motifs.

6. Entrée en vigueur et durée du contrat

Pour les indépendants ou les sociétés de personnes, la confirmation par la caisse de compensation AVS est une condition au contrat.

Le présent contrat-cadre entre en vigueur à sa signature par les parties. Il est valable du DATE au DATE.

**7. Éléments du contrat, annexes**

Les annexes font partie intégrante du présent contrat :

- Annexe I Conditions générales (CG) de la Confédération relatives à l'achat de services (édition la plus récente)  
Annexe II Cahier des charges du XX.XX.XXXX (date de la publication)  
Annexe III Offre ou plan de budget du DATE

**8. Expédition**

Le présent contrat est établi en deux exemplaires.

Originaux : - adjudicateur  
- mandataire

L'adjudicateur

Berne,

Office fédéral de l'environnement OFEV

Le mandataire

Lieu,

Nom de l'entreprise

Nom et prénom  
Fonction

Nom et prénom  
Fonction

Prénom, nom  
Fonction